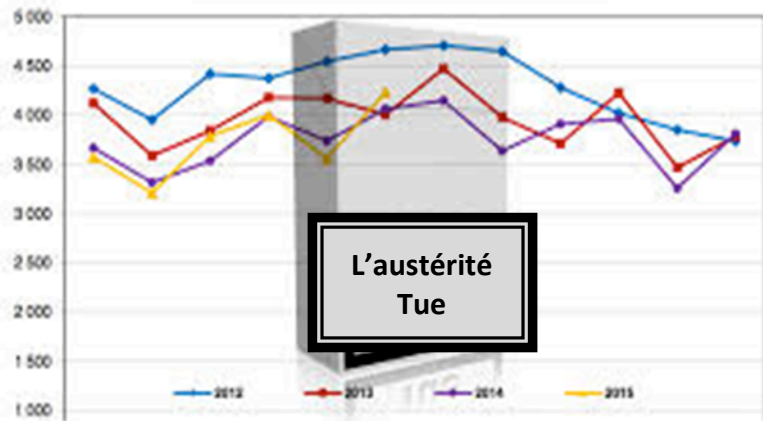


La duplicité est mauvaise pour les salariés, les jeunes, les retraités...



Depuis des mois, à cause de choix gouvernementaux qui font écho au patronat, la situation économique et sociale ne cesse de se dégrader. Notre pays n'est pas pauvre. Mais le cap voulu par Matignon, comme par l'Elysée, est celui d'une répartition des richesses qui distribue les dividendes aux actionnaires, qui gouverne un pays comme on dirige une entreprise. L'obsession de l'austérité infligée aux peuples accroît partout les pauvretés et accentue les écarts entre les riches et les laissés pour compte d'une économie fondée sur la mise en concurrence désastreuse de toutes et tous à tous les niveaux. En France, l'enjeu, désormais avoué, est de changer notre socle républicain et notre modèle social fondé sur les solidarités.

Au cœur de la bataille idéologique les énarques au pouvoir ont les mêmes éléments de langage que les banquiers et le patronat. Ils ne parlent plus de cotisations sociales mais de charges. Ils ne parlent plus des services publics mais des services aux publics, où les usagers deviennent des clients. Leur modernité est une mascarade. C'est au contraire la régression organisée. Malheureusement des syndicats et associations, jusque dans l'économie sociale et solidaire, ont épousé ces mêmes formes de pensées. Le brouillage est considérable. Le désarroi aussi. Il radicalise les droites parlementaires. Il alimente l'extrême droite.

Après la simagrée du « crédit impôt compétitivité emploi » (CICE), le « pacte de responsabilité » est une machine de guerre à privatiser et ouvrir des marchés en liquidant des services publics, en étouffant la protection sociale, en comprimant les dotations aux collectivités territoriales.

L'anti démocratique loi Macron n'est pas seulement un fourre-tout hétéroclite incompréhensible, c'est un pot-pourri de régressions sociales. C'est moins de droits pour les salariés, plus de flexibilité pour les exploiter.

L'annonce du matamore de Matignon pour « simplifier » le code du travail ne fait que prolonger les régressions d'une fourberie où la main droite renverse tout ce que fait la main gauche.

La réforme territoriale illustre encore une dissimulation mettant en péril à court terme de 60 000 à 70 000 emplois publics et avec eux les solidarités de proximité. Bâclée elle retaille à la bravache de nouvelles régions, sans réfléchir aux moyens financiers des collectivités.

Ce gouvernement va dans le mur. Mais son échec dégrade aussi nombre d'institutions de la société civile. Les syndicats en participent. Nous avons le devoir de rassembler toutes nos forces, non pas pour accompagner et expliquer les régressions, mais pour indiquer d'autres voies à opposer à l'austérité et à une conception du « coût du travail » héritée du patronat.

Notre syndicalisme doit savoir analyser, s'opposer et proposer. Il est crédible. Face aux logiques du gouvernement et du patronat, nous avons à conduire désormais une bataille d'opinion pour dévoiler un cap de société où l'austérité ne résout pas les problèmes mais les crée. Car l'austérité est au service du capital. Elle n'est pas une fatalité de conjoncture.

Les salariés, les privés d'emploi, les jeunes, les retraités doivent porter en toute indépendance de véritables ambitions sociales face aux partis politiques complices ou soumis à l'ordre des puissances financières et boursières.

- **Augmenter les salaires, les retraites, les pensions, les minima sociaux et le point d'indice des fonctionnaires c'est possible.** Le protocole (PPCR) proposé par le gouvernement n'y répond pas.
- **Promouvoir l'égalité salariale femmes/hommes c'est possible.** Il faut aller plus loin que les accords conclus en revalorisant les métiers et filières féminisées dans le public et le privé.
- **Améliorer les conditions de travail, le temps de travail, travailler la question des salaires pour éviter le recours aux heures supplémentaires afin de créer des emplois, combattre et réduire le chômage c'est possible.** C'est tout le contraire de la loi Macron qui est à abroger !
- **Pérenniser et améliorer les garanties collectives c'est possible.** C'est l'inverse de ce que proposent les coups de mentons du premier ministre, « simplificateur » du code du travail.
- **Pérenniser et améliorer la protection sociale, les retraites complémentaires, pour garantir les droits à la santé et à la retraite c'est possible.** Il faut pour cela avoir une volonté politique forte et avoir la conviction de lutter pour une autre Europe que celle de l'argent et des visions les plus réactionnaires où la guerre économique exacerbe la concurrence au lieu de rechercher les solidarités, d'accueillir et travailler les diversités.
- **Investir dans le système éducatif pour faire face à l'augmentation du nombre de lycéens et d'étudiants en leur assurant des conditions d'études satisfaisantes, c'est possible**
- **Développer les investissements pour relancer l'activité économique en tenant compte des impératifs écologiques c'est possible.** C'est avoir de l'ambition allant bien au-delà de la COP 21 et un renversement des logiques de profit.
- **Conforter et promouvoir les services publics c'est possible.** Mais abroger la RGPP, la MAP et la RÉATE, revoir toute la loi NOTRe qui vont à l'encontre des équilibres et moyens des territoires.

Un autre cap est possible. Un autre monde est possible. La résignation est mauvaise conseillère. Le syndicalisme doit, lui aussi contribuer à ouvrir d'autres voies en France et en Europe. Le 8 octobre est une journée nationale d'action

Pour dire NON à l'austérité

Les Unions départementales CGT, Solidaires, FSU avec l'UNEF appellent à la grève et à manifester

jeudi 8 octobre, à :

- NANTES, à 10 h, Place de la Gare de l'Etat (parcours nouveau)
- SAINT-NAZAIRE, à 10 h, Place de l'Amérique Latine

